

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac | 72025 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Giguère, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 7 juin 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac** au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO. s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 7 juin 2023

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	7 846 002	7 871 750	7 534 122
Compensations tenant lieu de taxes	2	97 191	97 052	97 191
Quotes-parts	3			
Transferts	4	632 655	1 291 493	1 489 054
Services rendus	5	536 756	585 574	440 843
Imposition de droits	6	494 900	1 355 459	1 110 119
Amendes et pénalités	7	108 720	84 395	99 392
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	71 571	64 789	34 082
Autres revenus	10	4 000	1 161 118	134 227
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 791 795	12 511 630	10 939 030
Charges				
Administration générale	14	1 422 537	1 527 811	1 425 549
Sécurité publique	15	2 318 688	2 295 322	2 197 249
Transport	16	1 899 832	2 195 180	2 524 280
Hygiène du milieu	17	2 778 690	3 599 012	1 921 541
Santé et bien-être	18	49 481	49 146	50 992
Aménagement, urbanisme et développement	19	537 915	494 165	504 861
Loisirs et culture	20	1 214 225	1 280 995	1 066 773
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	205 361	219 461	129 386
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	10 426 729	11 661 092	9 820 631
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(634 934)	850 538	1 118 399
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		29 639 840	28 521 441
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		29 639 840	28 521 441
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		30 490 378	29 639 840

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 001 428	3 867 977
Débiteurs (note 5)	2	5 012 629	4 033 676
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	7 014 057	7 901 653
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		2 100 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 163 923	3 313 989
Revenus reportés (note 12)	12	312 153	303 315
Dette à long terme (note 13)	13	14 583 513	8 502 629
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	28 026	49 038
Autres passifs (note 14)	15		
	16	19 087 615	14 268 971
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 073 558)	(6 367 318)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	42 171 797	35 741 889
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	99 000	99 000
Stocks de fournitures	20	80 583	80 677
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	212 556	85 592
	23	42 563 936	36 007 158
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	30 490 378	29 639 840

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(634 934)	850 538	1 118 399
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(3 272 000)	(9 063 376)	(6 051 012)
Produit de cession	3		518 596	300
Amortissement	4	1 088 993	2 464 210	990 451
(Gain) perte sur cession	5		(349 338)	(300)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(2 183 007)	(6 429 908)	(5 060 561)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		94	(4 967)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(126 964)	(63 321)
	13		(126 870)	(68 288)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 817 941)	(5 706 240)	(4 010 450)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(6 367 318)	(2 356 868)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(6 367 318)	(2 356 868)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(12 073 558)	(6 367 318)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	850 538	1 118 399
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 464 210	990 451
Autres			
▪ Gain / Perte sur cession	3	(349 338)	(300)
▪	4		
	5	2 965 410	2 108 550
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(978 953)	59 970
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	849 934	(521 361)
Revenus reportés	9	8 838	(15 094)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(21 012)	(31 356)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	94	(4 967)
Autres actifs non financiers	13	(126 964)	(63 321)
	14	2 697 347	1 532 421
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(9 063 376)	(6 051 012)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	518 596	300
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(8 544 780)	(6 050 712)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		1 919 855
	24		1 919 855
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	7 670 000	4 248 791
Remboursement de la dette à long terme	26	(1 580 871)	(1 012 500)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(2 100 000)	2 100 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(8 245)	3 631
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	3 980 884	5 339 922
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(1 866 549)	2 741 486
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	3 867 977	1 126 491
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	3 867 977	1 126 491
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	2 001 428	3 867 977

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe aux partenariats suivants :

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes
- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

Les comptes de la municipalité et des organismes compris dans son périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression «Administration municipale» utilisée réfère à la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac excluant les organismes qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

b) Partenariats

Les taux de participation de la municipalité dans les opérations des partenariats auxquels elle participe sont les suivants:

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	24,51 %
- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	15,05 %
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	14,08 %

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et des avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

b) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	15 à 40 ans
Bâtiments:	20 à 40 ans
Véhicules:	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 ans
Autres :	20 ans
Améliorations locatives :	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour chacun des régimes, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi RRSM). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la note 8 au bas de la page S11 sur les effets de la Loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la «Section 3 - Commentaires sur les résultats» du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs des régimes de retraite à prestations déterminées auxquels participent les employés de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes pour l'année financière en cours.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année financière en cours selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'un gain ou d'une perte actuariel, ce gain ou cette perte pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

La mesure qui consistait à affecter aux DCTP la totalité ou une partie du coût des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime, ne pourra plus être utilisée à compter de 2020. Cette décision s'applique également au solde des DCTP découlant de l'utilisation antérieure de la mesure d'allègement, à l'exception des régimes pour lesquels le coût des services passés est associé à un déficit initial. Le montant affecté aux DCTP relatif aux avantages sociaux futurs est relié au coût des services passés qui découle de la création de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015, et est donc exempt du retrait de la mesure d'allègement. Ce montant est amorti sur la DMERCA des salariés actifs touchés en date de la création, soit 17,75.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 701 025	3 867 977
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	300 403	
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	2 001 428	3 867 977
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	2 001 428	3 867 977
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	703 800	274 600

Note**5. Débiteurs**

		2022	2021
Taxes municipales	12	242 925	177 676
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	2 526 630	1 987 947
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	896 590	1 099 524
Organismes municipaux	16	682 810	433 857
Autres			
▪ Droits de mutation	17	515 123	232 271
▪ Autres comptes à recevoir	18	148 551	102 401
	19	5 012 629	4 033 676
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	1 000 461	1 052 387
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22	413 365	242 150
Autres tiers	23		
	24	1 413 826	1 294 537
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25		21 395
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	207 968	1 183 576
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	974 815	9 675
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	135 548	96 782
Ministère de la Culture et des Communications	29	43 225	45 183
Autres ministères/organismes	30	1 165 074	652 731
	31	2 526 630	1 987 947

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
		36	
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39		
		40	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(28 026)	(49 038)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	(28 026)	(49 038)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	88 136	88 354
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48	87 601	75 835
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	23 040	22 513
	51	198 777	186 702

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
		54	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**Note****10. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose de facilité de crédit autorisées de 1 800 000 \$ qui portent intérêts au taux préférentiel (6,45% au 31 décembre 2022) et qui sont renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2022, le solde non utilisé de ces facilités de crédit est de 1 800 000 \$ (2021 : 1 800 000 \$).

De plus, la municipalité a négocié une lettre de crédit commerciale en faveur du Receveur général du Canada au nom du Ministère des Pêches et Océans dans le cadre du projet de construction et de rehaussement des digues. Ce crédit, au montant de 460 000 \$, est disponible jusqu'au 26 octobre 2023 et porte intérêt au taux de 5 %. Au 31 décembre 2022, le solde non utilisé de cette lettre de crédit est de 460 000 \$.

Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes

La Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit autorisées de 500 000 \$, (la quote-part de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 24,51%) qui portent intérêts au taux préférentiel (6,45 % au 31 décembre 2022). Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement. Le solde non utilisé au 31 décembre 2022 est de 500 000\$.

Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes

La Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000 \$, (la quote-part de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 15,05%) qui portent intérêts au taux préférentiel (6,45 % au 31 décembre 2022). Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement. Le solde non utilisé au 31 décembre 2022 est de 800 000\$.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

La Régie de police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'un emprunt bancaire autorisé d'un montant de 750 000 \$ au 31 décembre 2022, (la quote-part de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 14,08%), portant intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2022, le solde non utilisé de cet emprunt bancaire était de 750 000\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	2 524 560	1 972 549
Salaires et avantages sociaux	56	533 940	526 945
Dépôts et retenues de garantie	57	917 465	584 756
Provision pour contestations d'évaluation	58		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	59	74 992	36 850
▪ Organismes municipaux	60	112 966	164 110
▪ Gouvernement du Québec	61		28 779
▪	62		
▪	63		
	64	4 163 923	3 313 989

Note**12. Revenus reportés**

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	56 688	32 521
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	71 732	61 257
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	35 265	147 868
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Produit de la criminalité	80	1 762	1 789
▪ La Sortie des saveurs (FDT)	81		54 880
▪ Contribution - TransCanada	82	5 000	5 000
▪ Quotes-parts - Janvier 2023	83	141 706	
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	312 153	303 315

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	5,00	2023	2042	88	14 609 789	8 520 660
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	14 609 789	8 520 660
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(26 276)	(18 031)
					98	14 583 513	8 502 629

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		962 589			962 589
2024	100		988 000			988 000
2025	101		871 000			871 000
2026	102		879 800			879 800
2027	103		850 900			850 900
2028 et plus	104		10 057 500			10 057 500
	105		14 609 789			14 609 789
Intérêts et frais accessoires	106		()		()	()
	107		14 609 789			14 609 789

Note**14. Autres passifs**

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	9 331 366			9 331 366
Eaux usées	116	18 493 378			18 493 378
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	10 126 173			10 126 173
Autres					
▪ Autres	118	3 253 577	269 492		3 523 069
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 028 350	28 222	203 950	4 852 622
Améliorations locatives	122	51 781	4 365		56 146
Véhicules	123	1 244 404	67 085	13 661	1 297 828
Ameublement et équipement de bureau	124	873 374	94 507	1 174	966 707
Machinerie, outillage et équipement divers	125	860 647	206 216		1 066 863
Terrains	126	459 651	163 000	17 100	605 551
Autres	127	97 571	25 226		122 797
	128	49 820 272	858 113	235 885	50 442 500
Immobilisations en cours	129	6 929 908	8 205 263		15 135 171
	130	56 750 180	9 063 376	235 885	65 577 671
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	3 531 138	198 243		3 729 381
Eaux usées	132	8 088 679	1 391 563		9 480 242
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	3 781 777	397 377		4 179 154
Autres					
▪ Autres	134	1 690 603	143 385		1 833 988
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	1 659 679	121 971	53 023	1 728 627
Améliorations locatives	138	19 312	5 958		25 270
Véhicules	139	760 427	94 462	12 782	842 107
Ameublement et équipement de bureau	140	744 361	49 036	822	792 575
Machinerie, outillage et équipement divers	141	661 295	58 318		719 613
Autres	142	71 020	3 897		74 917
	143	21 008 291	2 464 210	66 627	23 405 874
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	35 741 889			42 171 797
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	99 000	99 000
	151	99 000	99 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	99 000	99 000

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	212 556	85 592
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	212 556	85 592

Note**19. Obligations contractuelles**

Contrats

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

En vertu d'obligations contractuelles, qui concerne principalement des contrats relatifs à la collecte des matières résiduelles et recyclables, la municipalité s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 901 296 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2023	498 407 \$
2024	132 726 \$
2025	130 294 \$
2026	139 869 \$

De plus, la quote-part de la Municipalité relativement aux engagements des organismes apparentés est la suivante:

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

2023	64 090 \$
2024	11 343 \$
2025	11 054 \$
2026	9 828 \$
2027	3 742 \$

20. Droits contractuels

Programme de subvention

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 13 613 051 \$ à la municipalité pour des travaux admissibles. La municipalité doit également investir 4 533 025 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, un montant de 1 859 044 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 11 754 007 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

De plus, des subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisant 261 005 \$ seront reçues sur une période de 20 ans. L'échéancier de réception de ces subventions pour les cinq prochains exercices s'établit comme suit :

2023	33 744 \$
2024	31 252 \$
2025	28 691 \$
2026	26 059 \$
2027	23 350 \$

Contrat de location et de gestion

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La municipalité a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance en 2023 et en 2026 et prévoient les revenus suivants :

2023	68 290 \$
2024	27 000 \$
2025	27 000 \$
2026	27 000 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires dont le total est estimé à 378 518 \$ ont été entreprises contre la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la municipalité qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la municipalité contestant le bien-fondé de ces réclamations.

La direction de la municipalité est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

Griefs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Un avis de grief alléguant le non respect de la convention collective a été déposé par le syndicat des employés de la municipalité pour un montant indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de cette plainte, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de cette plainte, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale et également présentés dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La municipalité a poursuivi ses activités malgré la pandémie, celle-ci n'ayant eu que peu d'impact sur les revenus et les charges de fonctionnement de l'exercice.

La municipalité prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice. S'il y a lieu, toute perturbation serait comptabilisée au moment où l'impact serait connu et lorsqu'il pourrait faire l'objet d'une évaluation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	7 534 122	7 846 002	7 871 750			7 871 750
Compensations tenant lieu de taxes	2	97 191	97 191	97 052			97 052
Quotes-parts	3					1 720 869	
Transferts	4	699 449	632 595	673 978		23 793	697 771
Services rendus	5	463 074	517 723	585 506		55 081	585 574
Imposition de droits	6	1 110 119	494 900	1 355 459			1 355 459
Amendes et pénalités	7	2 550	500	750		83 645	84 395
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	34 055	71 500	64 606		183	64 789
Autres revenus	10	24 648	4 000	431 267		2 367	433 634
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	9 965 208	9 664 411	11 080 368		1 885 938	11 190 424
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	786 161		593 722			593 722
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	109 279					
Autres	18			727 484			727 484
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	895 440		1 321 206			1 321 206
	22	10 860 648	9 664 411	12 401 574		1 885 938	12 511 630
Charges							
Administration générale	23	1 348 794	1 366 293	1 443 809	84 002		1 527 811
Sécurité publique	24	2 016 199	2 109 975	2 073 804	78 372	1 561 138	2 295 322
Transport	25	2 151 989	1 678 720	1 747 226	447 954		2 195 180
Hygiène du milieu	26	2 005 947	2 066 287	2 047 234	512 203	1 397 465	3 599 012
Santé et bien-être	27	50 992	49 481	49 146			49 146
Aménagement, urbanisme et développement	28	501 009	532 085	489 412	4 753		494 165
Loisirs et culture	29	888 036	1 070 234	1 099 827	181 168		1 280 995
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	123 135	200 090	219 212		249	219 461
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 214 911	994 695	1 308 452	(1 308 452)		
	34	10 301 012	10 067 860	10 478 122		2 958 852	11 661 092
Excédent (déficit) de l'exercice	35	559 636	(403 449)	1 923 452		(1 072 914)	850 538

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	559 636	(403 449)	1 923 452	(1 072 914)	850 538
Moins : revenus d'investissement	2	(895 440)		(1 321 206)		(1 321 206)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(335 804)	(403 449)	602 246	(1 072 914)	(470 668)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 214 911	994 695	1 308 452	1 155 758	2 464 210
Produit de cession	5			515 350	3 246	518 596
(Gain) perte sur cession	6			(346 971)	(2 367)	(349 338)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 214 911	994 695	1 476 831	1 156 637	2 633 468
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	407 384		82 675		82 675
Remboursement de la dette à long terme	17	(543 100)	(698 435)	(714 561)	(10 238)	(724 799)
	18	(135 716)	(698 435)	(631 886)	(10 238)	(642 124)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(55 159)		(61 761)	(10 362)	(72 123)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	359 187	78 230	66 042	1 212	67 254
Excédent de fonctionnement affecté	21	50 988	71 540	251 528		251 528
Réserves financières et fonds réservés	22	37 776	(42 581)	(51 689)		(51 689)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(7 709)	(7 709)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	392 792	107 189	204 120	(16 859)	187 261
	26	1 471 987	403 449	1 049 065	1 129 540	2 178 605
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 136 183		1 651 311	56 626	1 707 937

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	895 440	1 321 206	1 321 206
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	12 710)(	609 991)(	609 991)
Sécurité publique	3 (	3 420 880)(	6 486 466)(	10 027)(
Transport	4 (	355 541)(	456 772)(	456 772)
Hygiène du milieu	5 (	2 168 130)(	570 818)(	335)(
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	17 806)(	3 385)(	3 385)
Loisirs et culture	8 (	42 657)(	925 582)(	925 582)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	6 017 724)(	9 053 014)(	10 362)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 497 251	6 611 964	6 611 964
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	55 159	61 761	10 362
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	5 144	1 152 984	1 152 984
Excédent de fonctionnement affecté	17		20 473	20 473
Réserves financières et fonds réservés	18	126 315	217 185	217 185
	19	186 618	1 452 403	10 362
	20	(2 333 855)	(988 647)	(988 647)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 438 415)	332 559	332 559

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 666 572	1 613 465	387 963	2 001 428
Débiteurs (note 5)	2	3 848 023	4 778 133	110 812	5 012 629
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	7 514 595	6 391 598	498 775	7 014 057
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 100 000			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 016 411	3 810 580	353 871	4 163 923
Revenus reportés (note 12)	12	301 526	168 685	19 256	312 153
Dettes à long terme (note 13)	13	8 481 026	14 577 952	5 561	14 583 513
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			28 026	28 026
Autres passifs (note 14)	15				
	16	13 898 963	18 557 217	406 714	19 087 615
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 384 368)	(12 165 619)	92 061	(12 073 558)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	32 041 225	39 617 408	2 554 389	42 171 797
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	99 000	99 000		99 000
Stocks de fournitures	20	80 677	80 583		80 583
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	62 303	190 917	21 639	212 556
	23	32 283 205	39 987 908	2 576 028	42 563 936
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 097 309	2 350 746	90 234	2 440 980
Excédent de fonctionnement affecté	25	469 590	300 604		300 604
Réserves financières et fonds réservés	26	1 489 288	1 399 625	94 403	1 494 028
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(476 784 ) (	526 075 ) (	65 348 ) (	591 423)
Financement des investissements en cours	28	(3 087 279)	(2 754 720)		(2 754 720)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	25 406 713	27 052 109	2 548 800	29 600 909
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	25 898 837	27 822 289	2 668 089	30 490 378
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 136 641	2 032 949	3 084 210	2 859 143
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	427 254	386 567	656 732	611 305
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	231 196	209 449	209 449	205 533
Autres biens et services	8	3 489 026	3 855 617	4 286 122	4 359 796
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	136 725	184 869	185 412	95 216
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	63 165	33 486	33 615	34 742
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	200	857	434	(572)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 507 708	2 390 596	669 727	586 664
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	70 000	63 144	63 144	56 507
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	994 695	1 308 452	2 464 210	990 451
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Créances douteuses	21		570	(3 529)	7 673
▪ Autres réclamations dommages	22	1 250	5 891	5 891	
▪ Subvention	23	10 000	5 675	5 675	14 173
	24	10 067 860	10 478 122	11 661 092	9 820 631

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 440 980	2 122 789
Excédent de fonctionnement affecté	2	300 604	469 590
Réserves financières et fonds réservés	3	1 494 028	1 593 031
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(591 423)	(549 841)
Financement des investissements en cours	5	(2 754 720)	(3 087 279)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	29 600 909	29 091 550
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	30 490 378	29 639 840
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 350 746	2 097 309
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	90 234	25 480
	11	2 440 980	2 122 789
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aqueduc	12	69 659	59 526
▪ Égout	13	66 039	114 714
▪ Disposition boues	14	50 000	96 540
▪ Transport en commun	15	104 068	104 068
▪ Patrimoine	16	10 838	16 512
▪ Budget suivant	17		78 230
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	300 604	469 590
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	300 604	469 590

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪ Mandat évaluation	28	189 999
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	189 999
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		126 666
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	974 394
Organismes contrôlés et partenariats	38	82 853
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	11 550
Montant non réservé		
Administration municipale	41	222 732
Organismes contrôlés et partenariats	42	222 732
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	12 500
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	1 304 029
	49	1 494 028
		1 466 365
		1 593 031

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 (	65 348)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
	56 (	65 348)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ()(
Assainissement des sites contaminés	58 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 ()(
Autres		
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 (	65 348)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres		
▪	67 ()(
▪	68 ()(
	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres		
▪ Autres	74 (	526 075)(
▪	75 ()(
	76 (	526 075)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	
	83 (	591 423)(
		549 841)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 234 369	227 184
Investissements à financer	85 (2 989 089)(	3 314 463)
	86 (2 754 720)	(3 087 279)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 42 171 797	35 741 889
Propriétés destinées à la revente	88 99 000	99 000
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 42 270 797	35 840 889
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 42 270 797	35 840 889
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (14 583 513)(	8 502 629)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (26 276)(	18 031)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 1 413 826	1 294 537
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99 526 075	476 784
	100 (12 669 888)(	6 749 339)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ())
	102 (12 669 888)(	6 749 339)
	103 29 600 909	29 091 550

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (49 038)	(80 394)
Charge de l'exercice	4 (88 136)(	88 354)
Cotisations versées par l'employeur	5 109 148	119 710
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (28 026)	(49 038)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 5 175 723	5 671 398
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (5 194 736)(	5 671 398)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (19 013)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (9 013)	(49 038)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (28 026)	(49 038)
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (28 026)	(49 038)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 5 175 723	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (5 194 736)()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (19 013)()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 188 412	192 864
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 15 210	
	20 203 622	192 864
Cotisations salariales des employés	21 (95 628)(	97 933)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (15 492)()
	23 92 502	94 931
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (3 943)	(6 005)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 88 559	88 926
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 317 726	294 514
Rendement espéré des actifs	33 (318 149)(	295 086)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (423)	(572)
Charge de l'exercice	35 88 136	88 354

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (405 044)	574 588
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (318 149)(	295 086)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (723 193)	279 502
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 687 843	(301 520)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 226 323	237 470
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 186 044	510 539
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,09 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,09 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,03 %	2,03 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite des employés municipaux est à cotisations déterminées.

Le taux de cotisation des employés syndiqués est de 7.5% de la rémunération de base et la taux de cotisation de l'employeur est de 7.5%

Pour le personnel cadre, le taux de cotisation des employés est de 6% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 6.5% pour le personnel cadre ayant moins de 3 années d'ancienneté et de 7.5% pour le personnel ayant plus de trois années d'ancienneté.

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107		
Régime de retraite par financement salarial 108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 109		
Régime de retraite à prestations cibles 110		
Autres régimes 111	87 601	75 835
112	87 601	75 835

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113

Description des régimes et autres renseignements

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 114		
Régime de retraite simplifié 115		
REER 116		
Autres régimes 117		
118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 119	6	6

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par **Retraite Québec**, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	5 739	4 831
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	17 128	16 530
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	5 912	5 983
	123	23 040	22 513

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 838 701	5 839 640	5 839 640
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 838 701	5 839 640	5 839 640
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	412 270	410 695	410 695
Égout	13	254 366	258 513	258 513
Traitement des eaux usées	14	364 140	369 695	369 695
Matières résiduelles	15	651 295	658 194	658 194
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	28 000	34 777	34 777
Service de la dette	20	297 230	300 236	300 236
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	2 007 301	2 032 110	2 032 110
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	2 007 301	2 032 110	2 032 110
	29	7 846 002	7 871 750	7 871 750
				1 938 595
				7 534 122

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	443	815	443
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	8 153	8 559	8 153
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	88 595	87 678	88 595
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	97 191	97 052	97 191
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	97 191	97 052	97 191

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	5 000	5 000	30 000
Sécurité publique				
Police	50		23 774	
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			4 441
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	44 758	15 323	11 049
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			5 930
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	1 787	1 543	7 500
Réseau de distribution de l'eau potable	65			1 586
Traitement des eaux usées	66		19	585
Réseaux d'égout	67	7 142	7 142	8 043
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	76 082	91 602	87 188
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	11 000	31 270	31 270
Autres	82			25 528
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	13 301	39 003	39 003
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	15 000	21 410	21 410
Autres	85			20 816
Réseau d'électricité	86			
	87	169 070	212 293	236 086
				230 644

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			2 859
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			335 511
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	261 222	261 222	299 652
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103			150 998
Réseau de distribution de l'eau potable	104			
Traitement des eaux usées	105			
Réseaux d'égout	106			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110	75 000	75 000	
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122	257 500	257 500	
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124			
Réseau d'électricité	125			
	126	593 722	593 722	789 020

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	107 449	109 691	109 691
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	90 234	90 234	90 234
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137	265 842	261 760	261 760
	138	463 525	461 685	461 685
TOTAL DES TRANSFERTS	139	632 595	1 267 700	1 291 493
				1 489 054

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144		55 081	(22 231)
Sécurité incendie	145	20 000	11 295	14 835
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	20 000	11 295	(7 396)
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	5 394		5 552
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	5 394		5 552
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	153 014	136 684	103 607
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	56 352	41 290	43 170
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	209 366	177 974	146 777

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	5 000	11 680	11 680
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	5 000	11 680	11 680
Réseau d'électricité	180			
	181	239 760	200 949	201 017
				153 128

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	50 963	58 391	51 576
	185	50 963	58 391	51 576
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	20 000	32 602	22 661
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	20 000	32 602	22 661
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193	4 000	5 316	4 910
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	4 000	5 316	4 910
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201		490	1 305
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203	30 000	41 368	42 869
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204		2 125	4 575
Matières recyclables	205			
Autres	206	2 000	2 027	2 425
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	32 000	46 010	51 174

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	170 500	241 631	241 631
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	500	607	607
Autres	222			
	223	171 000	242 238	242 238
Réseau d'électricité	224			
	225	277 963	384 557	384 557
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	517 723	585 506	585 574
				440 843

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	34 900	33 575	39 445
Droits de mutation immobilière	228	460 000	1 321 884	1 070 674
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	494 900	1 355 459	1 110 119
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	500	750	99 392
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	71 500	64 606	34 082
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		346 971	349 338
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			300
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			109 279
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241		264 396	264 396
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	4 000	547 384	547 384
	245	4 000	1 158 751	1 161 118
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	260 295	285 202		285 202	285 202	325 898
Greffe et application de la loi	2	12 808	482		482	482	17 818
Gestion financière et administrative	3	589 048	592 075		592 075	592 075	554 685
Évaluation	4	122 582	123 247		123 247	123 247	43 289
Gestion du personnel	5	35 234	75 329		75 329	75 329	94 090
Autres							
▪ Autres	6	346 326	367 474	84 002	451 476	451 476	389 769
▪	7						
	8	1 366 293	1 443 809	84 002	1 527 811	1 527 811	1 425 549
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 602 001	1 544 289		1 544 289	1 687 435	1 655 876
Sécurité incendie	10	450 016	490 967	78 372	569 339	569 339	490 499
Sécurité civile	11	13 624	(460)		(460)	(460)	14 785
Autres	12	44 334	39 008		39 008	39 008	36 089
	13	2 109 975	2 073 804	78 372	2 152 176	2 295 322	2 197 249
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	714 204	725 684	440 309	1 165 993	1 165 993	952 282
Enlèvement de la neige	15	482 652	544 647		544 647	544 647	469 696
Éclairage des rues	16	62 588	56 658	5 110	61 768	61 768	693 693
Circulation et stationnement	17	38 995	50 925	1 428	52 353	52 353	37 990
Transport collectif							
Transport en commun	18	380 281	369 312	1 107	370 419	370 419	370 619
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 678 720	1 747 226	447 954	2 195 180	2 195 180	2 524 280

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	287 516	276 386	24 801	301 187	301 187	260 411
Réseau de distribution de l'eau potable	24	252 006	280 246	189 589	469 835	469 835	463 622
Traitement des eaux usées	25	405 005	386 461		386 461	1 426 036	(84 198)
Réseaux d'égout	26	249 699	243 226	292 265	535 491	535 491	557 162
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	100 408	134 995		134 995	134 995	96 588
Élimination	28	144 227	153 362		153 362	153 362	126 363
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	173 473	128 089	3 853	131 942	131 942	131 725
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	138 764	126 909		126 909	126 909	118 002
Traitement	32	58 455	66 655		66 655	66 655	69 267
Matériaux secs	33	84 011	77 295		77 295	77 295	63 723
Autres	34	27 889	32 678	1 156	33 834	33 834	30 617
Plan de gestion	35	9 250	4 491		4 491	4 491	3 679
Autres	36						
Cours d'eau	37	7 568	15 791		15 791	15 791	991
Protection de l'environnement	38	128 016	120 650	539	121 189	121 189	83 589
Autres	39						
	40	2 066 287	2 047 234	512 203	2 559 437	3 599 012	1 921 541
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	49 481	49 146		49 146	49 146	50 992
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	49 481	49 146		49 146	49 146	50 992

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	505 850	458 095	4 753	462 848	462 848	467 534
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	140	5 675		5 675	5 675	11 057
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	21 775	21 581		21 581	21 581	21 644
Tourisme	49	4 320	4 061		4 061	4 061	4 626
Autres	50						
Autres	51						
	52	532 085	489 412	4 753	494 165	494 165	504 861
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	68 563	67 877		67 877	67 877	55 950
Patinoires intérieures et extérieures	54	93 223	83 018	3 589	86 607	86 607	79 838
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	495 988	509 828		509 828	509 828	419 279
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	245 450	272 493	174 882	447 375	447 375	340 289
	60	903 224	933 216	178 471	1 111 687	1 111 687	895 356
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	163 278	164 811	2 697	167 508	167 508	167 815
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	3 732	1 800		1 800	1 800	3 602
Autres	65						
	66	167 010	166 611	2 697	169 308	169 308	171 417
	67	1 070 234	1 099 827	181 168	1 280 995	1 280 995	1 066 773

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	199 890	210 209		210 209	210 552	121 501
Autres frais	70		8 146		8 146	8 475	8 457
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					(423)	(572)
Autres	72	200	857		857	857	
	73	200 090	219 212		219 212	219 461	129 386
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	994 695	1 308 452 (	1 308 452)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			(17 796)
Usines de traitement de l'eau potable	2	265 748	265 748	2 162 185
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	32 269	32 269	883
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 655 745	6 655 745	3 725 077
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	522 137	522 137	48 104
Autres infrastructures	11	305 540	305 540	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	501 989	501 989	1 312
Édifices communautaires et récréatifs	14			1 575
Améliorations locatives	15		4 365	2 161
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	65 098	67 085	30 081
Ameublement et équipement de bureau	18	91 844	94 507	27 522
Machinerie, outillage et équipement divers	19	200 655	202 002	69 908
Terrains	20	386 763	386 763	
Autres	21	25 226	25 226	
	22	9 053 014	9 063 376	6 051 012

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			(17 796)
Usines de traitement de l'eau potable	24	265 748	265 748	2 162 185
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	32 269	32 269	883
Autres infrastructures	27	7 483 422	7 483 422	3 773 181
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations corporelles	33	1 271 575	1 281 937	132 559
	34	9 053 014	9 063 376	6 051 012

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 528 851	(254 700)	249 215	2 024 936
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 697 272	6 949 339	475 584	11 171 027
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	7 226 123	6 694 639	724 799	13 195 963
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 052 387	16 861	68 787	1 000 461
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	242 150	254 700	83 485	413 365
Autres tiers	12				
	13	1 294 537	271 561	152 272	1 413 826
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 294 537	271 561	152 272	1 413 826
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 294 537	271 561	152 272	1 413 826
	19	8 520 660	6 966 200	877 071	14 609 789
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	8 520 660	6 966 200	877 071	14 609 789

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	14 604 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 989 089
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 413 826
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	16 179 463
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	9 017
Endettement net à long terme	16	16 188 480
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	61 959
Autres organismes	19	703 170
Endettement total net à long terme	20	16 953 609
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	16 953 609
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	121 282	121 688	41 744
Autres	3	52 975	53 415	53 483
Sécurité publique				
Police	4	1 470 805	1 416 993	(999)
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	379 746	369 281	369 483
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	360 026	307 679	4 802
Matières résiduelles	12			(1)
Cours d'eau	13	568	568	642
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	49 481	49 146	50 992
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	7 723	7 723	8 535
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	21 581	21 581	18 265
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	43 521	42 522	43 521
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 507 708	2 390 596	669 727
				586 664

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 852 069	5 927 909
Frais de financement	4	200 945	89 815
Autres	5		
	6	9 053 014	6 017 724

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,00	34,00	16 794,00	757 265	165 646	922 911
Professionnels	2						
Cols blancs	3	10,00	34,00	20 368,00	446 612	86 139	532 751
Cols bleus	4	9,00	39,00	15 881,00	383 695	66 594	450 289
Policiers	5						
Pompiers	6	27,00	4,00	6 685,00	244 023	32 326	276 349
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	55,00		59 728,00	1 831 595	350 705	2 182 300
Élus	9	7,00			201 354	35 862	237 216
	10	62,00			2 032 949	386 567	2 419 516

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	1 543				1 543
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	7 142				7 142
Autres	16	406 652	402 684	155 013	294 666	1 259 015
	17	415 337	402 684	155 013	294 666	1 267 700

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	23 491	16 378
	4	23 491	16 378
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	4 292	5 672
Sécurité civile	7	38 271	
Autres	8		
	9	42 563	5 672
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	26 301	20 791
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	486	
	15	26 787	20 791
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	14 987	20 492
Réseau de distribution de l'eau potable	17	43 311	15 347
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	9 955	11 440
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	1 027	1 301
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	28 097	1 077
	26	97 377	49 657
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	28 994	30 637
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	28 994	30 637
Réseau d'électricité			
	40		
	41	219 212	123 135

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Benoit Proulx	Maire	42 454	17 546	8 930	
Michel Thorn	Conseiller	13 333	6 667		
Régent Aubertin	Conseiller	13 333	6 667		
Alexandre Dussault	Conseiller	13 333	6 667		
Marie-Josée Archetto	Conseiller	13 333	6 667		
Rachel Champagne	Conseiller	13 333	6 667		
Karl Trudel	Conseiller	13 333	6 667		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 400 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	10 475 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 177 485 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 262 000 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____ 126-23

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____ 2023-07-04

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 343-10-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-10-01
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 1 140
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-07-04

Nom du signataire : Stéphane Giguère

Fonction du signataire : Directeur général

Date de transmission au Ministère : 2023-07-12

Date et heure de la dernière modification : 2023-07-10 21:03

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	9 965 208	9 664 411	11 080 368	1 885 938	11 190 424
Investissement	2	895 440		1 321 206		1 321 206
	3	10 860 648	9 664 411	12 401 574	1 885 938	12 511 630
Charges	4	10 301 012	10 067 860	10 478 122	2 958 852	11 661 092
Excédent (déficit) de l'exercice	5	559 636	(403 449)	1 923 452	(1 072 914)	850 538
Moins : revenus d'investissement	6 (	895 440)(	)	1 321 206)(	)	1 321 206)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(335 804)	(403 449)	602 246	(1 072 914)	(470 668)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 214 911	994 695	1 308 452	1 155 758	2 464 210
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	407 384		82 675		82 675
Remboursement de la dette à long terme	10 (	543 100)(	698 435)(	714 561)(	10 238)(	724 799)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	55 159)(	)	61 761)(	10 362)(	72 123)
Excédent (déficit) accumulé	12	447 951	107 189	265 881	(6 497)	259 384
Autres éléments de conciliation	13			168 379	879	169 258
	14	1 471 987	403 449	1 049 065	1 129 540	2 178 605
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 136 183		1 651 311	56 626	1 707 937

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 666 572	1 613 465	2 001 428
Débiteurs	2	3 848 023	4 778 133	5 012 629
Placements de portefeuille	3			
Autres	4			
	5	7 514 595	6 391 598	7 014 057
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	8 481 026	14 577 952	14 583 513
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			28 026
Autres	9	5 417 937	3 979 265	4 476 076
	10	13 898 963	18 557 217	19 087 615
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(6 384 368)	(12 165 619)	(12 073 558)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	32 041 225	39 617 408	42 171 797
Autres	13	241 980	370 500	392 139
	14	32 283 205	39 987 908	42 563 936
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 097 309	2 350 746	2 440 980
Excédent de fonctionnement affecté	16	469 590	300 604	300 604
Réserves financières et fonds réservés	17	1 489 288	1 399 625	1 494 028
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	476 784)(	526 075)(	591 423)(
Financement des investissements en cours	19	(3 087 279)	(2 754 720)	(2 754 720)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	25 406 713	27 052 109	29 600 909
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	25 898 837	27 822 289	30 490 378
				29 639 840

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aqueduc	23	69 659	59 526
▪ Égout	24	66 039	114 714
▪ Disposition boues	25	50 000	96 540
▪ Transport en commun	26	104 068	104 068
▪ Patrimoine	27	10 838	16 512
▪ Budget suivant	28		78 230
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	300 604	469 590
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33		
	34	300 604	469 590
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	1 399 625	1 489 288
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	94 403	103 743
	37	1 794 632	2 062 621

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	16 179 463
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	16 953 609

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	11 171 027	4 697 272
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 024 936	2 528 851
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 000 461	1 052 387
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	413 365	242 150
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	14 609 789	8 520 660

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	7 534 122	7 846 002	7 871 750	7 871 750
Compensations tenant lieu de taxes	13	97 191	97 191	97 052	97 052
Quotes-parts	14				
Transferts	15	699 449	632 595	673 978	697 771
Services rendus	16	463 074	517 723	585 506	585 574
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 112 669	495 400	1 356 209	1 439 854
Autres	18	58 703	75 500	495 873	498 423
	19	9 965 208	9 664 411	11 080 368	11 190 424
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	786 161		593 722	593 722
Autres	23	109 279		727 484	727 484
	24	895 440		1 321 206	1 321 206
	25	10 860 648	9 664 411	12 401 574	12 511 630

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	1 366 293	1 443 809	84 002	1 527 811	1 527 811	1 425 549
Sécurité publique							
Police	2	1 602 001	1 544 289		1 544 289	1 687 435	1 655 876
Sécurité incendie	3	450 016	490 967	78 372	569 339	569 339	490 499
Autres	4	57 958	38 548		38 548	38 548	50 874
Transport							
Réseau routier	5	1 298 439	1 377 914	446 847	1 824 761	1 824 761	2 153 661
Transport collectif	6	380 281	369 312	1 107	370 419	370 419	370 619
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 194 226	1 186 319	506 655	1 692 974	2 732 549	1 196 997
Matières résiduelles	9	736 477	724 474	5 009	729 483	729 483	639 964
Autres	10	135 584	136 441	539	136 980	136 980	84 580
Santé et bien-être	11	49 481	49 146		49 146	49 146	50 992
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	505 850	458 095	4 753	462 848	462 848	467 534
Promotion et développement économique	13	26 095	25 642		25 642	25 642	26 270
Autres	14	140	5 675		5 675	5 675	11 057
Loisirs et culture	15	1 070 234	1 099 827	181 168	1 280 995	1 280 995	1 066 773
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	200 090	219 212		219 212	219 461	129 386
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	9 073 165	9 169 670	1 308 452	10 478 122	11 661 092	9 820 631
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	994 695	1 308 452 (	1 308 452)			
	21	10 067 860	10 478 122		10 478 122	11 661 092	9 820 631

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Réalizations 2022		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	895 440	1 321 206		1 321 206
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 017 724)(	9 053 014)(	10 362)(	9 063 376)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 497 251	6 611 964		6 611 964
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	55 159	61 761	10 362	72 123
Excédent accumulé	6	131 459	1 390 642		1 390 642
	7	(2 333 855)	(988 647)		(988 647)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 438 415)	332 559		332 559

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14